Visons la bonne cible

Autor(en): **Martinoli, Piero**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique**

Band (Jahr): **- (2000)**

Heft 47

PDF erstellt am: **27.04.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-971481

Nutzungsbedingungen

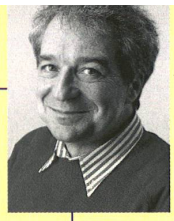
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch



Le Prof. Piero Martinoli préside la Division des mathématiques, sciences naturelles et de l'ingénieur du Conseil de la recherche du Fonds national suisse jusqu'à la fin de cette année.

Visons la bonne cible

On l'a dit et répété maintes fois: la seule ressource dont dispose notre pays est sa matière grise. Les moyens pour la nourrir sont aussi connus: la formation et la recherche. Par le passé et jusqu'à ce jour, les efforts consentis pour leur soutien ont permis à la Suisse d'accéder, aussi bien au niveau scientifique que sur le plan économique, à une place d'avant-garde dans le contexte international. Pourrons-nous la maintenir? La réponse à cette question – et surtout aux défis technologiques, sociaux, économiques, environnementaux que l'avenir nous pose – dépend de la priorité que la Confédération voudra bien leur accorder.

Dans ses perspectives pour 2008, le Secrétariat d'Etat à la Science et à la Recherche envisage d'encourager la formation, la recherche et la technologie avec des moyens supplémentaires qui équivaudraient à doubler les budgets du Fonds national et de la Commission pour la Technologie et l'Innovation à la fin de la période 2004–2007. Cette initiative est courageuse et j'y souscris avec force et conviction.

Toutefois, avec réalisme, je me demande si les milieux politiques et, plus généralement, les citoyens de ce pays seront du même avis. J'ai l'impression que, bien que consciente du rôle décisif que la formation et la recherche jouent pour son avenir, la collectivité helvétique n'a pas (encore) développé la sensibilité politique nécessaire pour en faire un domaine digne de la plus haute considération. Pour promouvoir une attitude plus positive et rationnelle à son égard, il faudrait un signal fort de la part du Conseil fédéral. Actuellement, formation et recherche sont «reléguées» dans des départements où elles jouent les seconds rôles. Pourquoi le Conseil fédéral ne procéderait-il pas, dans le cadre de sa réorganisation, à la création d'un département consacré uniquement à la formation et à la recherche? Une telle démarche témoignerait de l'authentique volonté politique de notre gouvernement d'accorder à ce secteur une importance stratégique comparable à celle qu'il reconnaît à d'autres domaines (assurances sociales, économie et finances, sécurité). De plus, elle aurait l'avantage non négligeable de permettre une meilleure coordination des réformes qui agitent la place universitaire suisse et de mener à des décisions plus cohérentes en matière de politique de la science et de la formation.

Avec des perspectives de croissance encourageantes, les moyens dont pourra disposer le Fonds national dans la période 2004–2007 vont, sinon doubler, du moins sensiblement augmenter. Comment les affecter? Favorisée par la «philosophie utilitariste» qui caractérise les phases de stagnation économique, la recherche orientée (par programmes) a joui d'un large soutien dans la dernière décennie. En gérant quatre programmes prioritaires et en promouvant la création des Pôles nationaux de Recherche, le Fonds national n'a pas échappé à cette tendance. Le résultat de cette politique est illustré par une récente étude du Conseil suisse de la Science et de la Technologie: la part des moyens consacrés à la recherche fondamentale «libre» s'est effondrée, en dix ans, de 75% à 45%. Il est donc impératif, avant qu'il ne soit trop tard, de corriger le tir en octroyant à la recherche fondamentale les moyens dont elle a un besoin urgent: les pays industrialisés (Union européenne, Amérique du Nord, Japon) ont déjà réagi en augmentant massivement l'encouragement de ce secteur.

Deux traits distinguent sans aucune ambiguïté la recherche fondamentale: mue par la curiosité humaine, elle est libre et imprévisible. Libre, car dans une démarche qui se veut sans entraves, l'initiative doit être aux mains du chercheur. Imprévisible, car il est tout aussi impossible de programmer une découverte que d'en prévoir les retombées (quelqu'un a dit: «Basic research is like shooting an arrow into the air and, where it lands, painting a target»). Ces caractéristiques essentielles font de la recherche fondamentale la source de nouvelles connaissances, de nouvelles manières de penser et de travailler ainsi que le précurseur du développement industriel et technique. Voilà une option stratégique pour un investissement à long terme!

P. M.